

Colombie :
La violence des paramilitaires

Fernando Cubides C.¹

"Il est bon de parler, ne serait-ce qu'une seule fois,
de la nuit des assassins, la nuit complice,
parce qu'elle entre aussi dans l'ordre de nos jours
et qu'il ne servirait à rien de prétendre nier ses pouvoirs"
Alvaro Mutis, Sept nocturnes

1. Les transformations intervenues dans la perception des paramilitaires

Il y a un peu plus de dix ans, l'éditorial du principal journal colombien, El Tiempo, consacré aux groupes d'autodéfense alors en formation dans diverses régions du pays, citait de façon erronée, et interprétait plus mal encore, les théories de Konrad Lorenz, afin de justifier l'existence de ces organisations. En 1997, un éditorial du même quotidien condamnait ces paramilitaires, allant jusqu'à qualifier leur action d'abominable².

En Colombie, aucune autre organisation usant de la violence n'a été l'objet d'un changement d'opinion aussi radical, d'un tel revirement. A leurs débuts, les paramilitaires, dont les actions étaient peu efficaces, jouissaient de l'appui explicite de larges secteurs de l'opinion et bénéficiaient d'un consensus qui leur

¹Professeur au département de sociologie de l'Université nationale de Colombie et chercheur au Centre d'études sociales (CES), Paris. (** *Bogotá*)

²Cf. El Tiempo, 30 juillet 1987 : "Le livre Le sens de l'agression de Konrad Lorenz montre comment l'être vivant, qu'il soit rationnel ou irrationnel, porte au plus profond de sa connaissance l'instinct de défense de son territoire. Personne ne peut y toucher. C'est pourquoi les animaux, et aussi l'homme, établissent leur territoire pour que l'ennemi ne les occupe pas, et quand celui-ci le fait, ils le défendent jusqu'à la mort. Le banditisme est en train d'atteindre les territoires de paysans, d'agriculteurs, de citoyens de toutes catégories. Il fait irruption sur leurs terrains : ce qu'a fait l'armée, c'est prendre les armes nécessaires pour arrêter ces abus. Ne pas le faire serait aller contre les plus élémentaires droits de l'individu reconnus dans toutes les constitutions du monde entier." Cf., par contraste, El Tiempo, 4 décembre 1997 : « Ils ont écouté des chants de sirène pervers ceux qui, séduits par la force des organisations paramilitaires et leurs rafales implacables, indignés et peïnés par la radicalisation aveugle des organisations subversives, ont cru que les massacres perpétrés par les groupes paramilitaires ou d'autodéfense sont le chemin approprié pour en finir avec le conflit armé en Colombie. »

aurait même accordé un rôle constructif au sein de la société. Aujourd'hui, alors qu'ils font preuve de leur efficacité, ils sont formellement condamnés et leur rôle unanimement jugé destructeur. Cette évolution mérite d'être étudiée.

Entre les deux dates mentionnées supra, il y a eu une évolution complexe qui n'a pas été bien perçue, à cause des efforts et du temps consacrés à des querelles sémantiques et à des définitions normatives. Des témoignages très divers et la documentation accessible situent aujourd'hui l'apparition des premiers groupes paramilitaires vers l'année 1982. Mais, en 1990, date de la formulation de la Stratégie nationale contre la violence, les paramilitaires n'étaient pas encore identifiés en tant qu'"acteurs organisés de la violence". Certes, ils furent mentionnés à diverses reprises dans l'étude qui a servi de fondement intellectuel à cette stratégie, résumée dans le livre Colombie : Violence et démocratie³, et qui recommandait de les neutraliser. Cependant, le mode de violence qui leur était alors attribué et la scène où ils étaient situés contenaient déjà une erreur de perspective, une sous-estimation de leur importance. Au sein des dix catégories d'acteurs et de modalités de violence énoncées par un groupe de chercheurs, l'action des paramilitaires était définie comme étant une "violence de particuliers organisés, qui recourent à l'élimination physique aussi bien des auxiliaires présumés de groupes rebelles armés que des perturbateurs de l'ordre moral. Cette violence est particulièrement significative dans quelques villes du pays ; elle est dirigée contre les homosexuels, les prostituées, les anciens prisonniers, les trafiquants de drogue et d'autres citoyens considérés comme des rebus de la société. Elle est surtout le fait d'escadrons de la mort »⁴.

Ces chercheurs n'avaient pas alors suffisamment de données. Mais, à la lumière des informations et des faits récoltés ultérieurement, il apparaît que ce qui était en train d'incuber depuis cinq ans présentait une portée et un cadre qui sortaient des limites de la définition donnée. Aujourd'hui, il est clair que les paramilitaires ne peuvent être simplement assimilés aux escadrons de la mort et que, en tant qu'acteurs de violence, ils s'en différencient même considérablement. Il est patent que les escadrons de la mort ont procédé de façon épisodique et selon leur propre manière d'agir. Mais il est encore plus évident que les paramilitaires, finalement dénommés ainsi par consensus, possèdent une origine et des caractéristiques différentes, et que leur mode d'action s'appuie sur une méthode et une stratégie qui ont été déterminantes

³Bogota, 1987.

⁴Colombie : Violence et démocratie, Commission d'études sur la violence, Université nationale de Colombie, Bogota, 1987, p. 20.

pour leur développement et la consolidation du pouvoir immense qu'ils exercent sur le territoire colombien.

Si ces chercheurs avaient alors eu une connaissance plus nette de l'origine des paramilitaires, des raisons économiques qui expliquent leur existence, leur mode d'action (tous éléments qui se mettaient en place, mais qui ne sont apparus que plus tard), ils les auraient placés dans une catégorie à part entière, ils auraient identifié leurs spécificités et leur poids propre sur la scène des violences colombiennes.

A la suite de la publication, en 1990, du travail de l'historien Carlos Medina Gallego, Groupes d'autodéfense, paramilitaires et trafic de drogue en Colombie, centré sur le cas régional du Magdalena et basé sur un ensemble d'observations et de documents recueillis sur le terrain, les paramilitaires furent identifiés par la recherche sociale colombienne, grâce à des éléments empiriques suffisamment sérieux pour dissiper le clair-obscur et l'ambiguïté dans lesquels ils ont évolué. La même année, parut un autre ouvrage comportant diverses considérations sur les paramilitaires, L'irruption du para-État, établi sous la direction de Germán Palacio⁵. Parmi les contributions, celle de Rodrigo Uprimny parvint, à force d'analyses et d'études comparatives, à saisir les nuances, les différences d'organisation et de contexte régional des groupes compris sous la rubrique générique de "groupes de justice privée" dans le langage officiel ; ces analyses fournirent une précieuse indication sur les interactions entre groupes, sur les "alliances fonctionnelles" qu'ils ont réussi à nouer grâce à une polarisation croissante, et à l'identification d'ennemis communs qui s'ensuivit⁶.

⁵Cf. Germán Palacio (directeur d'ouvrage et auteur), La irrupción del Paraestado, ILSA-CEREC, Bogota, 1990.

⁶Dans un autre essai du même ouvrage est formulé un pronostic erroné : jusqu'à maintenant, (le fait paramilitaire) a été efficace dans ses objectifs pour neutraliser la guérilla et l'organisation populaire. Mais son avenir, dans l'immédiat, dépend du caractère international que va prendre le conflit colombien et, par conséquent, l'ingérence des États-Unis. Bien que son apogée ait dépendu des industriels de la cocaïne et d'une armée qui lui servait de couverture, il n'est pas sûr que le fonctionnement du fait paramilitaire dépende seulement des chefs, op. cit., pp. 101-102. Peut-être l'unique ingérence positive à laquelle ont eu recours les États-Unis dans le cadre du conflit colombien, a été précisément celle contre les paramilitaires (cf. les interventions de l'ambassadeur Frechette et du sous-secrétaire Mc Cafrey en novembre 1997).

L'analyse effectuée par R. Uprimny des différents acteurs de la violence - sicarios, armées privées, groupes d'autodéfense formés par l'armée et encore récemment protégés par la loi 48 de 1968, groupes paramilitaires stricto sensu - permet de déduire qu'un amalgame opéré entre différents composants dissemblables était déjà à l'oeuvre. Même si les catégories formulées n'étaient pas exclusives, cette contribution dessina les traits dominants que devait ensuite acquérir la composante la plus politisée : les groupes dont la raison d'être réside dans la lutte contre la guérilla, qui adoptent la plupart de ses méthodes et de ses techniques d'organisation et qui, peu à peu, vont donner forme à une stratégie d'usage de la force. Le terme de paramilitaires est donc un terme générique et compréhensible ; il est le plus adéquat pour désigner les groupes qui se sont constitués dans la période la plus récente, et c'est pourquoi, après beaucoup d'hésitations, il a été adopté, même si, évidemment, il déplait pas aux personnes ainsi qualifiées.

A partir d'avril 1989, date de l'abolition de la loi 48 de 1968 qui autorisait l'existence des groupes d'autodéfense, les différences d'analyse entre les chercheurs s'atténuèrent. La distinction entre le caractère défensif ou offensif des organisations perdit son sens ; apparut alors une dénomination compréhensible qui correspondait à la définition de la nature même de ces groupes : les mouvements paramilitaires opèrent en marge de la légalité ; ils se sont appropriés la loi 48 de 1968 et, dans leur lutte contre la guérilla, rendent coup pour coup, choisissant pour cible les réseaux d'appui, les auxiliaires ou les sympathisants de la guérilla dans les régions où celle-ci s'est récemment développée, en commençant par celles où son implantation a suscité les réactions les plus fortes.

Sans prétendre en faire un axiome, sur la base des données disponibles, il était possible, en cette année 1989, d'établir un constat : si tous les paramilitaires n'ont pas été à l'origine des groupes d'autodéfense, tous les groupes d'autodéfense qui demeurèrent après le mois d'avril finirent par devenir des organisations paramilitaires. Les groupes ne disparurent pas, mais ils furent absorbés par ces entités dont le mode d'organisation, plus efficace, finit par s'imposer.

Ces "alliances fonctionnelles" épisodiques, selon l'expression de l'un des chercheurs mentionnés supra, créèrent une dynamique de recrutement. Les documents abondent sur les efforts réalisés pour incorporer les groupes d'autodéfense qui ne se sont pas dissous à la suite de l'abolition des articles de la loi 48 de 1968. Vont dans le même sens les rapports et les témoignages qui montrent comment les frères Fidel et Carlos Castaño, chefs des Autodéfenses

unies (AUC) se proposèrent d'enrôler des groupes de sicarios et d'anciens miliciens de la ville de Medellin au sein d'un rudiment d'organisation urbaine destiné à exécuter des missions équivalentes à celles de la guérilla (en matière de logistique, de renseignement, de propagande et d'actions de guerre psychologique ayant un impact sur la population urbaine). Selon des données récentes, les diverses bandes de jeunes sicarios de cette ville qui servirent de chair à canon au cartel de Medellin, ainsi qu'une bonne partie des milices urbaines qui, après avoir été sous l'influence des guérillas, eurent ensuite recours au programme gouvernemental de réinsertion, ont fait l'objet d'un programme méthodique de recrutement pour rentrer dans l'appareil urbain des paramilitaires et sont passés dans leurs rangs. Mais le cas le plus significatif de cette capacité à recruter des membres ou à absorber d'autres organisations est celui des coopératives de sécurité Convivir⁷, mises en place au début de la gestion de l'ancien ministre de la Défense, le contesté Fernando Botero. Après un essor initial et une croissance rapide, celles-ci furent très critiquées de par la nature de leurs fonctions, et elles furent supprimées en 1998. Cependant, au fur et à mesure de leur remise en question ou de leur suspension, elles ne disparurent pas complètement, mais entrèrent dans une semi-clandestinité ; selon divers indices et déclarations, elles se rallièrent aux paramilitaires⁸.

Pour conclure sur cette métamorphose (non achevée) des groupes d'autodéfense en organisations paramilitaires, il suffit de mentionner que, à ce jour, aucun des responsables actuels des paramilitaires ne revendique cette appellation, et l'organisation la plus importante, la Fédération de groupes régionaux, jusqu'à maintenant constituée en une coordination nationale, continue toujours à utiliser la dénomination de Groupes d'autodéfense de Cordoba et Uraba (ACCU).

2. De la consolidation à l'expansion. La rationalité économique.

Le développement accéléré des groupes paramilitaires coïncide avec la période qui a suivi la mise hors la loi des groupes d'autodéfense et de tous les groupes de justice privée. Si, à leur début, les groupes paramilitaires ont bénéficié d'une situation ambiguë, une fois consolidés, ils se sont débarrassés de tout paravent légal et sont devenus des appareils clandestins reproduisant de façon méthodique plusieurs techniques éprouvées par la guérilla : une grande

7Qu'est-ce ?**.** *C'est le sigle des organisations coopératives de sécurité*

⁸Cf. "La troisième force. Avec des ressources internationales et des ressources du secteur privé colombien, les Convivir réussissent à financer leur renforcement dans l'illégalité", Semana, 22 mars 1999.

mobilité et une exploration systématique du terrain d'action ; ils sont alors entrés dans une phase d'expansion rapide.

A partir de la publication du dossier Paramilitaires du département administratif de sécurité (DAS), en avril 1989, les médias s'intéressèrent parfois aux principaux chefs des groupes paramilitaires et, à leur tour, ceux-ci commencèrent à médiatiser leurs actions, en prenant leurs distances par rapport à celles qui pouvaient les priver des soutiens escomptés⁹. Simultanément, ils envisagèrent de participer, grâce à des intermédiaires, au débat politique légal (devant l'Assemblée constituante, par le biais d'un mouvement comme le Mouvement de restauration nationale (Morena) et à des élections ultérieures. A partir de là, les entretiens menés par des journalistes avec leurs responsables (Henry Pérez, Ramon Isaza, F. et C. Castaño) devinrent fréquents. De même, se multiplièrent les tentatives de négociation et s'affirma l'exigence récurrente de participer pleinement au processus de paix.

Ceci témoigne de l'existence d'une logique économique sous-jacente. Sans vouloir expliquer la croissance du nombre de groupes de paramilitaires par la seule extension du nombre des latifundio provenant des investissements en terres réalisés par les narcotrafiquants, cette corrélation est patente, comme l'a exposé Alejandro Reyes dans plusieurs articles. On pourrait simplement ajouter que la tendance des paramilitaires est d'acquérir de l'autonomie. Paraphrasant une formule forgée par A. Reyes pour montrer le point d'inflexion de la lutte menée par guérilla, le moment où les thèses agraristes initiales, la lutte pour la terre, se convertissent en demande de contrôle territorial (« En Colombie, les conflits sociaux pour la terre ont été remplacés par les luttes pour la domination territoriale¹⁰ »), on pourrait dire qu'un processus analogue s'est mis en place avec les paramilitaires. De défenseurs d'un patrimoine agraire acquis et menacé, ceux-ci sont devenus les contrôleurs d'un territoire et, entre-temps, ils ont appris que la violence, outre qu'elle permettait de satisfaire des objectifs privés, est un mécanisme efficace de contrôle social.

2.1. La rationalisation des ressources

⁹Cf, par exemple, la "Déclaration de Caño Alegre", 12 juin 1989, bulletin 004 des Groupes d'autodéfense du Magdalena moyen, dans laquelle les paramilitaires condamnent l'attentat perpétré contre Miguel Maza, et prennent leurs distances par rapport au narcoterrorisme, etc.).

¹⁰Cf. "Conflit armé et territoire en Colombie", Colonisation de la forêt humide tropicale, plusieurs auteurs, Corporación Araracuara, Bogota, p. 55.

La dévalorisation de la vie humaine se lit dans la désinvolture avec laquelle les groupes paramilitaires décrivent leurs actions contre des personnes désarmées. Elle a pour contrepartie la description explicite de la rationalité économique qui doit permettre à ces organisations de se consolider, de trouver des appuis régionaux et une base sociale pour leur action guerrière (même fragmentaire), en se présentant comme les restaurateurs de l'ordre social disparu depuis l'arrivée de la guérilla.

Pour décrire chaque point et chaque pièce du mécanisme économique, les paramilitaires et les analystes sont pleinement d'accord. Par exemple, selon A. Reyes : " Un tiers des 800 000 personnes déplacées du fait des violences ont perdu leurs terres, au profit de groupes paramilitaires qui se les sont appropriées en tant que butin de guerre, pour recomposer une base sociale soumise à la grande hacienda. Acheter bon marché là où il y a une guérilla, assurer la sécurité privée et valoriser la propriété est devenu un énorme négoce qui combine le pouvoir économique et l'usage privé de la force, les deux leviers privilégiés par les mafias et les grands propriétaires"¹¹.

Un paramilitaire interrogé, quant à lui, déclare : "Nous venons de faire cadeau de 17 000 hectares dans le Sinu. Nous les avons achetés pour rien parce que la guérilla était là. Voyez, on achète quand la guérilla est là, les terres ne valent rien parce que tous les éleveurs sont partis ; alors, nous achetons bon marché, nous éradiquons ensuite la guérilla et quand la zone est libérée, nous faisons cadeau des terres"¹².

Cette dernière phrase doit sans doute être lue avec une grande réserve. Mais, même ainsi, la rationalité économique implicite contenue dans la dévalorisation-revalorisation des terres est claire, même si l'on peut se demander si le résultat est un gain financier ultérieurement utilisé pour soutenir l'effort de guerre ou si ne sont recherchés que des bénéfices politiques occasionnels. En tout cas, une des particularités de l'action menée par la guérilla est la suivante : tant qu'elle n'a pas affermi son influence et acquis le contrôle total d'un territoire (seules les guérillas victorieuses l'ont fait), celle-ci tend à placer toute une région dans une situation d'insécurité. Et, dans un tel

¹¹Alejandro Reyes, "Le problème de la terre et le contrôle du territoire", El Espectador, 16 février 1997.

¹²Carlos Castaño dans un entretien réalisé par Germán Castro Caycedo, En secreto, Editorial Planeta, Bogota, 1996, p. 201.

contexte, en particulier là où son arrivée est récente, le paramilitaire prospère comme une sorte de capitaliste de l'insécurité.

Un livre récent constitué d'une monographie régionale permet d'ébaucher des pistes plus sérieuses. Une question y est posée : Comment la présence de la guérilla affecte-t-elle le marché des terres et quels effets économiques l'arrivée ultérieure des paramilitaires produit à son tour ? Les paramilitaires deviennent paradoxalement des facteurs de sécurité dans des activités comme l'élevage, la production de l'huile de palme et la culture de la banane. Sans aucun doute, leurs incursions ont fait baisser la pression des guérillas dans des zones comme l'Uraba, le Magdalena moyen santandérin et le sud du Cesar (...). Cependant, le coût en vies humaines est très élevé et d'importants déplacements de population ont lieu"¹³.

Dans aucune de ces régions, le marché des terres n'a subi de distorsions sensibles ; il n'y a pas eu de ventes massives, même si toutes les personnes interrogées déclarent invariablement que la diminution du prix de la terre est l'un des effets de la présence des paramilitaires, à une exception notable : "Les interviewés soulignent que, dans le département de Cordoba et dans les zones proches de La Dorada, Caldas, le prix de la terre est remonté de manière notable, et c'est le résultat du pouvoir qu'exercent les paramilitaires"¹⁴.

Même si les témoignages abondent au sujet de l'établissement du paiement d'un impôt ou d'une "collaboration" pour activité continue, il n'est pas possible d'établir à partir de là des différences significatives avec le prélèvement opéré par la guérilla. Avec des données encore plus fragmentaires que celles dont on dispose pour étudier les finances des guérillas, le risque de se livrer à des spéculations non fondées au sujet de la gestion des excédents est inévitable. Si l'on s'en tient aux déclarations des responsables paramilitaires interrogés sur la question (H. Pérez, R. Isaza, les frères Castaño), les réponses restent évasives tant au sujet du financement par les narcos que du caractère coercitif de l'impôt qu'ils perçoivent sur leurs territoires ; en tout cas, il semble que, pour des raisons tactiques, les paramilitaires cherchent à ne pas s'aliéner les appuis obtenus, essaient de se distinguer de la guérilla en évitant de se livrer à des extorsions de fonds et en garantissant le droit de propriété. Ils essaient de maintenir un équilibre précaire, demandent des apports "volontaires",

¹³Colombie, insécurité, violence et développement économique dans les zones rurales, Jesús Antonio Bejarano, Camillo Echandía, Rodolfo Escobedo, Enrique León Queruz, FONADE, Universidad externado de Colombia, 1997, p. 241.

¹⁴Ibid. p. 244.

élargissent la base de l'impôt et font en sorte que les excédents soient réinvestis dans la terre, ce qui est la manière la plus sûre de conserver et de développer les appuis dont ils disposent, et de récolter des dividendes politiques.

Ils gardent à l'esprit ce qui est arrivé à Puerto Boyaca, ainsi que l'exaspération engendrée par la campagne de séquestrations et d'exactions incontrôlées de la part des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (El Teleton¹⁵ du Magdalena moyen), qui est à l'origine de l'intervention des premiers groupes et de leur enracinement. (On fait allusion ici, avec un peu d'ironie, que même la guérilla a utilisé, à une campagne de solidarité que se réalise chaque année, selon le modèle américaine: TELETON, pour recevoir donations pour des handicapés)

2.2. La rationalisation des dépenses

Ce qui ressort des informations données par les médias ainsi que du dossier Paramilitaires établi par le DAS rend compte, pour le cas du Magdalena moyen, de l'existence d'un appareil administratif rudimentaire et de liens avec des organismes corporatifs (ACDEGAM Association colombienne des éleveurs du Moyen Magdalena) et municipaux. Le "modèle" de Puerto Boyaca tend à être imité mais, pour le fonctionnement (toujours selon les témoignages des protagonistes), apparaît la nécessité d'un appareil urbain indépendant, de caractère clandestin, avec un certain degré de professionnalisation des cadres, et une division du travail efficace en matière de recouvrement et de contrôle des dépenses. Selon Carlos Castaño, tous ses combattants "sont là pour une solde mais, en plus de l'argent, ils ont une cause"¹⁶, avec tout l'effort de rationalisation et les coûts que cela implique, et la nécessité qui s'ensuit de rendre des comptes. Dans les relevés de comptes fragmentaires qui apparaissent dans les entretiens, est invariablement pris en compte le coût d'un réseau de communication qui fonctionne 24 h sur 24 h.

Ce sont des combattants qui touchent des soldes et qui, de plus, doivent être ravitaillés grâce à des techniques de plus en plus complexes. On observe une standardisation dans l'armement, l'habillement et l'intendance et, en ce qui concerne la qualité de l'armement, une prétention à être d'un niveau équivalent à celui de la guérilla et de l'armée. L'entraînement et la formation militaires tendent à combler l'écart existant avec la guérilla quant au degré de conviction

15 ****Qu'est-ce que c'est ?**** (*Voir le texte, supra*)

¹⁶Interview de Castro Caycedo, En Secreto, op. cit. p. 162.

de ses membres. En effet, les différents chefs sont d'accord pour estimer que la formation est une nécessité permanente et coûteuse, à laquelle est appliquée une partie des revenus, quel qu'en soit le coût. La participation de mercenaires étrangers est admise à certains moments, car la pratique a enseigné que le meilleur combattant est celui qui est le mieux entraîné, un professionnel véritable. Si l'on en croit les frères Castaño, ainsi que les symptômes précoces de décomposition qui se sont manifestés au sein des Groupes d'autodéfense du Magdalena moyen (sous le commandement d'Ariel Otero (ex-officier de l'armée), il y eut des luttes implacables entre factions diverses pour le contrôle de l'organisation qui faillit disparaître), le manque de contrôle des recettes et la corruption dans les structures de commandement qui en a résulté, ont servi de leçon.

Les paramilitaires rejettent parfois le titre de mercenaires (dans le cas des frères Castaño, avec la véhémence et le degré de conviction que leur confère le fait que leur entreprise a commencé comme une vendetta personnelle) ; dans l'ensemble, ils ont le comportement d'un capitaliste aventurier, comparable par plus d'un trait à celui des hommes que les États-Unis nomment typical frontier entrepreneurs, et qui furent les principaux promoteurs des organisations de justice privée¹⁷.

Un point commun dans les entretiens avec H. Pérez, R. Isaza, les frères Castaño, est, outre les références historiques au processus de colonisation de leurs territoires d'origine, la fréquence avec laquelle ceux-ci utilisent les termes techniques du langage de la guerre (logistique, intendance, cordon de sécurité, et dans le cas de Carlos Castaño, une gradation significative : "contrôle de zone, contrôle d'aire, contrôle de territoire"). Les termes techniques du monde de l'élevage, les références au métier d'éleveur sont récurrents, ainsi que les allusions aux cycles de l'élevage des dernières décennies et à ses avatars¹⁸.

¹⁷Cf. The History of Violence in America, A report to the National Commission on the Causes and Prevention of Violence, Bantam Books, 1969. Cf., en particulier, le chapitre consacré aux groupes de justice privée : "They were the typical frontier entrepreneurs. Their enterprise in commerce and land was often speculative, and they frequently skated on economic thin ice" (p. 176).

¹⁸Cf. les entretiens avec Henry Pérez (Semana, avril 1991), F. Castaño (Semana, 31 mai 1994), R. Isaza (Semana, décembre 1996), et celui, déjà cité, avec C. Castaño dans le livre de C. Caycedo. F. Castaño affirme : "Mes affaires ont toujours tourné autour de l'élevage et de l'art", les notions économiques de C. Castaño proviennent toutes de l'élevage et l'estimation de la terre répartie se fait toujours en relation avec sa capacité de charge et la race du bétail à utiliser. De plus celui-ci cite in extenso (et c'est l'unique document sur lequel il appuie

Devenus par la force des circonstances un nouveau type d'entrepreneurs, les paramilitaires essaient de mettre en pratique la sécurité qu'ils s'efforcent d'offrir, par des faits qui démontrent que, en effet, on vit mieux sur les terres qu'ils contrôlent que sur celles de la guérilla, qu'il y a davantage de possibilités d'obtenir une aide et une assistance gouvernementales pour améliorer l'infrastructure. Une fois le territoire contrôlé et la guérilla expulsée, la sécurité devient plus grande, car il y a la garantie tacite qu'il n'y aura pas d'opérations de l'armée.

3. Les acteurs armés du conflit

L'appellation « d'acteur armé du conflit », formulée par un courant des sciences sociales, a été adoptée par les journalistes puis, très rapidement, par les paramilitaires eux-mêmes, dans l'intention de se doter d'une légitimité. On peut affirmer que les paramilitaires, en marge de leurs premières ébauches idéologiques, après 1989, démontrent par leur action une intention d'élargir leur base d'appui régionale, de se diversifier, de se projeter sur un plan plus large, de trouver un accord avec des secteurs de la société particulièrement affectés par le conflit armé. Ils veulent aussi se démarquer des actions les plus brutales, même s'il leur faut apporter des preuves qui serviront à déclencher des procédures judiciaires à l'encontre d'anciens compagnons. Ils cultivent de manière délibérée un ton autocritique envers les actions qui ont fait l'objet de condamnations internationales, non seulement parce qu'elles sont soumises à des procédures judiciaires, mais parce qu'ils découvrent les mécanismes de la guerre psychologique et qu'ils commencent aussi à prendre en considération l'opinion internationale.

Depuis l'affaire de Puerto Boyaca, les indices et les preuves de la participation d'officiers et de soldats de l'armée colombienne à la formation de plusieurs groupes paramilitaires s'accumulent, même si la justice progresse lentement et non sans faux pas. Si cette participation pouvait enfin être prouvée, ainsi que l'existence d'un appui de la hiérarchie militaire au plus haut niveau, il resterait encore à s'interroger sur la consolidation de ces groupes, sur leur expansion, et sur les soutiens qu'ils ont ensuite obtenus pour atteindre leurs objectifs les plus généraux. Même la prévision la plus machiavélique n'aurait pu imaginer une croissance, une expansion et une diversification régionale aussi rapides.

son argumentation) une lettre du président de la Fédération des éleveurs de Cordoba qui défend les frères Castaño.

Il faut alors poser le problème autrement. La croissance et la diversification des groupes postérieures à 1989, sur lesquelles les chiffres s'accordent, ne pourraient s'expliquer que si l'on reconnaît que les soutiens apportés aux paramilitaires sont plus importants que ceux qui se sont exprimés ouvertement ; les orienteurs , les idéologues, les conseillers de l'ombre ont réussi à persuader ceux-ci que le terrain était favorable. Un autre élément d'explication, insuffisant lui aussi, veut que ceux qui devaient les poursuivre à partir du moment où les paramilitaires ont été déclarés illégaux, ne l'ont pas fait, qu'il y a eu collusion.

Toujours dans cette optique, il est important d'observer que la capacité des paramilitaires à recruter des ex-guérilleros a pu augmenter, que "le retournement de veste" s'est fait plus fréquent. "Vladimir" (qui, jusqu'à présent, n'a pas nié avoir été autrefois commandant du front IX des FARC) ou Marcelino Panesso (principal collaborateur de Gonzalo Rodríguez Gacha dans la formation de plusieurs groupes) sont des déserteurs des FARC. A ces deux cas (outre ceux qui furent « cédés » après avoir été capturés par des organismes militaires), il faut ajouter les officiers subalternes et les conseillers de C. Castaño que Castro Caycedo trouve sur le terrain, d'anciens guérilleros, et beaucoup d'autres. Il y en a tant que, à l'évidence, les dirigeants paramilitaires ont pour tactique d'enrôler des ex-guérilleros, non seulement parce que ces derniers valorisent leurs compétences, mais parce que les zones où se déroulent ces recrutements le permettent. La quantité de transfuges de l'Armée populaire de libération (EPL, la principale cible de l'organisation des frères Castaño jusqu'en 1990), le manque de possibilité de réinsertion véritable, compte tenu de la polarisation qui existe, en particulier à Uraba et dans la vallée du Sinu, ainsi que l'offensive dont ils furent l'objet de la part des FARC qui cherchaient à occuper le vide laissé, ne leur laissaient pas d'autre alternative (les diverses chroniques publiées en novembre 1996, sur l'entrée dans les rangs de l'ACCU de plus de deux cents guérilleros de l'EPL, sans forme de transition, sont éloquentes à ce sujet).

Tout ceci signifie que, dans une situation de violence généralisée, pour ces régions qui ont vécu une guerre irrégulière de durée prolongée, le retour à la normale requiert beaucoup plus que des plans d'investissement social. Ce n'est pas par hasard si agissent ici les mêmes forces qui discréditent le soldat régulier, celui qui connaît et applique des règles de combat et sait établir une distinction entre un militaire et une personne sans défense¹⁹.

¹⁹Dans l'histoire de l'Am

Quant à la capacité des paramilitaires à participer à la vie politique légale - les travaux de l'Assemblée constituante de 1991 -, deux ans après être restés hors la loi, il faut noter que certains des constituants ont défendu leurs intérêts et ont prôné la négociation : le Morena insistait sur les avantages "des alliances fonctionnelles" entre un pouvoir armé, un organisme corporatif (l'ACDEGAM en l'espèce) et un mouvement politique légal. A partir de ce moment-là, les clins d'oeil et les tentatives de rapprochement avec les membres du Parlement n'ont pas cessé. L'examen de la vidéo présentée au Congrès au mois d'avril 1997 (lors de la même session ont été présentées des vidéos qui résumaient les positions de l'ELN et des FARC, plus prévisibles et doctrinaires) et les manoeuvres électorales effectuées par l'intermédiaire de porte-parole officiels pendant les sessions consacrées à la discussion de la loi d'ordre public témoignent de la connaissance qu'ont ces groupes de la composition des forces politiques et des intrigues de la routine parlementaire. Des délégations parlementaires (la commission de paix du Sénat)²⁰ se sont

ain Russell W. Ramsey, Guerrilleros y soldados, Tercer Mundo, Bogota, avril 1981, se détache le colonel Gustavo Sierra Ochoa, l'« un des premiers commandants du Batallón Vargas, qui a eu l'occasion de reconnaître que les tactiques et les armées conventionnelles ne mettent pas en déroute les guérillas » (p. 196), même si l'historien américain n'insiste pas sur le fait que ce pionnier, pris par la logique de la guerre irrégulière, a commis maints excès ; en contrepartie, les guérilleros de la plaine étaient l'exemple que l'armée avait pris un parti définitif dans la lutte partisane, au moyen d'une guerre sans quartier, avec la plus grande férocité ****préciser le sens de la phrase**** } *C'est à dire que a mesure que le gouvernement conservateur se montre incapable d'imposer son autorité dans de nombreuses zones, en particulier dans les "llanos orientales", les forces armées sont appelées à intervenir, et la répression suivante sera brutale et par conséquence la guérilla obtiendra des nouveaux adhérents* } . Parmi les livres de ce colonel, Dialogues militaires, Manizales, Imprenta Departamental, 1951, et Les guérillas des Llanos orientales, Manizales, 1954 ; le second apparaît dans la littérature spécialisée comme celui qui, pour la première fois, adopte la notion d'"ennemi intérieur". Sur la façon dont les guérilleros ont répondu à cette situation, cf. les chapitres XIV (1^{re} partie et I et VIII (2^e partie) du livre d'Eduardo Franco Isaza, Les guérillas du Llano.

²⁰Cf. El Tiempo, 19 novembre 1997, sous le titre : "Des sénateurs rendent visite à Carlos Castaño », il est rendu compte du déplacement de la commission : "A la réunion, étaient présents, outre Castaño, les parlementaires Julio César Guerra Tulena, coordinateur de cette commission et Carlos Espinosa Faccio-Lince." En tout autre pays, une visite de parlementaires de ce rang, de surcroît présidents de leurs corporations ****corporations : qu'est-ce ?**** respectives, équivaldrait à une reconnaissance politique. En Colombie, cela s'est déroulé presque subrepticement.

rendues dans les territoires sous leur contrôle, ainsi que des négociateurs du gouvernement. Tout ceci équivaut à une reconnaissance de facto de leur pouvoir, même si le langage officiel persiste à rejeter le principe de la négociation, à traiter les paramilitaires comme des délinquants de droit commun ou à leur accorder un statut pénal quelque peu privilégié. Cependant, les signes tacites sont plus expressifs et la reconnaissance, la respectabilité qui fait qu'ils sont considérés comme acteurs sociaux (bien qu'armés) suffisent à les soutenir. Pour le dire en langage diplomatique, placés devant le choix, les paramilitaires préfèrent le pouvoir de facto au pouvoir de jure.

L'attitude envers le droit international humanitaire a toujours été sujette à des modifications graduelles et révèle une perception des pressions et des demandes dans un contexte plus large. De la méconnaissance et de la méfiance, on est passé à une acceptation théorique et très conditionnelle, une sorte de statu quo ante, le désir de redistribuer les cartes, qui implique que l'on reconnaisse que l'on a transgressé (ce qui était inévitable, l'ennemi l'avait fait avant, c'était l'unique façon de l'affronter) et en utilisant des méthodes comparables à celles de la guérilla, de manière à éviter une inculpation pour crimes contre l'humanité. La façon dont les paramilitaires ont autorisé l'action médiatrice de la Croix-Rouge internationale dans la négociation des enlèvements de parents des dirigeants guérilleros, et, plus récemment, les enlèvements des dirigeants d'une ONG qui défend les droits de l'homme (l'IPC de Medellin), est constituée un exemple.

4. L'absence d'une réelle idéologie

"Une idéologie qui porte le nom de l'imprimeur mais non une idéologie réelle". Cette expression est empruntée à l'historien Marco Palacios ; elle définit bien le caractère fallacieux et artificiel des communiqués et des documents que l'on peut attribuer aux paramilitaires et à leur organisme de coordination nationale, nouvellement formé. Des documents ont été publiés à la suite des trois sommets nationaux du mouvement ; en plus des entretiens sur des questions de conjoncture, paraît, depuis juillet 1997, un bulletin au contenu varié (avec mots croisés, page écologique et section pédagogique sur le DIH comme dans Resistencia, l'organe des FARC).

Il est intéressant d'essayer d'apprécier les idées qui y sont consignées et d'en interpréter les pensées sous-jacentes. Le premier document digne d'être mentionné contient la "Déclaration des sommets des Groupes d'autodéfense de Colombie", proclamée à Cimitarra en décembre 1994. La première partie du

texte est empli de termes techniques militaires, surtout en matière de renseignement, avec emploi de sigles et d'informations qui dépassent de beaucoup ce qui est accessible au profane, même intéressé. Fait surprenant pour un lecteur à la recherche des orientations idéologiques qui guident le mouvement, 23 des 57 pages du document sont consacrées à un diagnostic précis sur les problèmes rencontrés par les services de renseignement des forces armées, attribuant l'inefficacité de la lutte antiguérilla à leurs défaillances.

Des exemples d'opérations récentes illustrent l'inexistence du contre-renseignement, le caractère excessivement centralisé et désarticulé des régions et des services de renseignement. L'analyste est surpris de ce que, dans un texte supposé être une déclaration de principes et une revendication de la singularité de leur mouvement, le concept essentiel appartienne au vocabulaire le plus spécialisé du métier militaire : celui du renseignement.

Comme si elles constituaient des mentions formelles, quelques formules rhétoriques précèdent un diagnostic technique sur la question du conflit armé. La violence est justifiée comme pure réaction, c'est presque la loi de la jungle. Face aux attaques de la guérilla et devant l'érosion de tout vestige d'autorité dans les territoires où elle opère, la réaction ne peut qu'être équivalente. La cible de la violence paramilitaire est ce qui est considéré comme le maillon le plus faible de l'ennemi : les auxiliaires masqués, leur réseau d'appui clandestin. Une confrontation directe avec la guérilla est peu probable, même s'il est fait allusion à quelques combats. Les 9/10 des actions de la guérilla se font à visage masqué, et son appareil agit dans la même proportion, un argument que l'on retrouve dans l'interview de C. Castaño réalisée par C. Caycedo : " Dans cette guerre, beaucoup de civils succombent. Savez-vous pourquoi ? Parce que les deux tiers de la force effective de la guérilla n'a pas d'armes et agit en tant que population civile"²¹.

Le document qui contient la conférence présentée par les Groupes d'autodéfense du Magdalena Moyen à l'une des rencontres nationales du réseau d'initiatives pour la paix, en mai 1995, est plus riche en contenu idéologique, en références historiques et en définitions d'intérêts (mais il est non moins problématique en ce qui concerne l'authenticité, dans le sens où il correspond aux plans et aux intérêts réels du groupe et des dirigeants). De facture prudente, ce document commence par énoncer "le cadre territorial de la proposition". Et même si c'est avec une intention évidente de propagande, il

²¹Castro Caycedo, op. cit., p. 177.

amplifie son rayon d'influence et s'approprie la voix "des communautés de treize municipalités" (qu'il énumère), et reste approximatif sur le territoire réel dans lequel opèrent les groupes dirigés par R. Isaza. Il met en évidence la mystification à laquelle a recours l'auteur de ce document qui, encore en 1995, persistait à établir une distinction entre les groupes d'autodéfense et les paramilitaires, comme s'il n'y avait eu aucune confusion auparavant, comme si le but purement défensif n'avait jamais été dénaturé. Cela contraste naturellement avec la liste d'actions violentes mentionnées, dont l'autorité est attribuée aux "autres" groupes d'autodéfense. Il y a là tout un plaidoyer établi sur mesure.

Le désir de se justifier va jusqu'à omettre toute référence au type de violence qui continue à être pratiqué. Certains passages sont marqués par un ton nationaliste (contre le « vorace monopole de la multinationale gringa », la Texas), d'autres contiennent les revendications nationalistes habituelles. Ce document à usage interne est de toute évidence une imposture.

Le reste de la production idéologique imprimée accessible (II^e et III^e Sommets, bulletins Colombie libre publiés depuis juillet 1997) reprend les mêmes idées essentielles ; il s'agit seulement d'un discours plus élaboré d'un point de vue formel, avec diagrammes et illustrations du texte, qui fait appel au concours évident de spécialistes sur le terrain.

S'en prendre au plus célèbre des chercheurs en sciences sociales, Alfredo Molano dans une lettre contenant des menaces à peine voilées²², c'est être assuré de donner à son propos un certain écho, et c'est envoyer un message à l'intelligentsia, aux chercheurs en sciences sociales. C'est laisser supposer que l'affinité idéologique que la majorité d'entre eux éprouve à l'endroit de la gauche leur a fait perdre toute objectivité à l'égard de celle-ci et a voilé leur connaissance de ces "évidences sociologiques que l'on ne peut occulter" (en fait, les soutiens que les paramilitaires ont obtenus) et auxquelles les paramilitaires font référence dans leur communiqué le plus doctrinaire. Cela veut dire aussi : "Nous pouvons parler le même langage qui n'est plus une terminologie spécialisée, un jargon professionnel pour initiés." Les intimidations vont dans le même sens, comme les communiqués adressés aux universités publiques qui, jusqu'à il y a une dizaine d'années, étaient le sanctuaire des idéologies de gauche.

²²La lettre et la réponse de A. Molano ont été publiées dans Cambio 16, n° 219 du 25 août 1997.

Qu'y a-t-il de commun entre des matériaux idéologiques si divers ? La tentation de les ignorer en raison des mensonges qu'ils contiennent et du caractère fabriqué de leur contenu est grande et a prévalu chez les analystes. Il faut cependant risquer quelques jugements de fond et quelques appréciations afin de chercher un sens et une signification aux idées qui y sont exposées.

En premier lieu, il faut signaler qu'il s'agit d'une idéologie établie a posteriori, formulée afin de justifier les faits après coup. Il y a là une différence avec les guérillas de gauche à la naissance desquelles président un arrière-fond idéologique, une préparation avec une doctrine et des axiomes, personnifiés par la figure du "commissaire politique" ou de l'idéologue. C'est pourquoi ces documents adoptent le ton de qui cherche à se justifier, et ont tendance à suivre la logique des arguments de la défense au cours d'un procès judiciaire.

L'historien Eric J. Hobsbawm a désigné sous le nom de "prépolitique" un type de bandit qui, à la fin des années 1950, recourt à la violence d'abord dans le cadre d'une vindicte personnelle et découvre peu à peu, en la pratiquant, des objectifs plus vastes. Il y a quelque chose d'analogue dans le fait paramilitaire : au début, les actions commises sont des violences d'ordre privé, mais la logique de la confrontation place les paramilitaires dans un cadre plus large. La nature de l'ennemi contre lequel ils combattent leur donne pouvoir sur un territoire et sur une population indifférente et intimidée, ce qui les place dans l'obligation de trouver une cause, de rendre explicites des motivations extra-individuelles, d'adjoindre une finalité publique à leur but privé. Recherchant l'efficacité dans le combat, ils imitent l'orientation stratégique de la "combinaison de toutes les formes de lutte", et le modèle d'appareil clandestin secret qu'ils mettent en place laisse apparaître les bénéfices qu'ils peuvent obtenir en maintenant des liens avec la sphère politique légale et leur participation à une éventuelle négociation. Entre-temps, ils ont découvert qu'une organisation est une structure de pouvoir, et que la diversification renferme de multiples avantages annexes.

Le taux de participation à l'élection des assemblées constituantes a été élevé dans les régions où opéraient les paramilitaires ; le mouvement qui leur servait de bras politique a obtenu une représentation inattendue grâce à quelques "alliances fonctionnelles", en particulier avec des ex-guérilleros. En tant que restaurateurs de l'ordre établi, ils continuent à considérer valable le texte constitutionnel, ils rejettent les critiques et les propositions de réforme de la Constitution de 1991. Cet attachement littéral ne s'explique pas, comme on pourrait le croire, parce qu'ils ont des conseillers juridiques. S'ils admettent que beaucoup des droits et une large part des institutions dont ils défendent

l'existence n'ont pas été appliqués, la seule raison réside selon eux dans l'échec de l'action militaire contre la guérilla qui est toujours là et étend sa domination territoriale. On peut en déduire que, pour eux, la Constitution de 1991 est l'expression la plus abstraite possible de l'ordre perdu qu'il s'agit de retrouver. En conséquence, ils ont repris quelques idées du texte constitutionnel et les ont placées à l'arsenal réduit de leurs exigences.

La dialectique de la confrontation (pour employer une expression un peu archaïque), l'effort d'assimilation et d'adaptation aux transformations de la guérilla, et l'effort d'imitation de ce qu'ils considèrent comme ses méthodes éprouvées, les a peu à peu conduits à évoluer²³. Le meilleur exemple en est sans doute la question des enlèvements, insuffisamment analysée. A ses débuts, le fait paramilitaire a réussi à se justifier en tant que réponse à l'exaspération que divers secteurs de la société éprouvaient à l'égard des enlèvements systématiquement pratiqués par la guérilla. Mais, lorsque, à leur tour, les paramilitaires ont enlevé des parents de chefs guérilleros, ils ont entamé des négociations directes avec la guérilla. Pour cultiver la ressemblance, les paramilitaires désignent les enlèvements dont ils sont les auteurs par le terme de « rétentions » utilisé par la guérilla. Aujourd'hui, rétrospectivement, il ne fait aucun doute pour l'observateur qu'il y a eu une négociation directe quoique secrète et que la libération des otages en a été la conséquence, ce qui signifie certainement que la guérilla et les paramilitaires se sont reconnus en tant qu'ennemis mutuels.

Dans le cas des paramilitaires, l'efficacité d'un type de violence a conduit à déplacer leurs actions de la sphère privée vers la sphère publique. Si l'on récapitule les faits principaux du phénomène paramilitaire dans les quinze dernières années, force est de conclure que les paramilitaires ne sont pas près de disparaître, que leur existence et leur éventuelle disparition est fonction de la guérilla. L'appel lancé par le gouvernement de Ernesto Samper, après un de leurs massacres, demandant appui pour les poursuivre "jusqu'en Enfer" a été reçu en son temps avec une incrédulité qui est la même que celle qui a accueilli la déclaration "d'éradication totale des cultures illicites au cours des deux prochaines années" dans son discours du 7 août 1994.. C'est un discours maximaliste à usage international, tenu en sachant que l'on n'a ni les

²³L'admiration de *C ? ?* Castaño s'exprime avec naturel et véhémence dans plusieurs passages de ses interviews. " Nous ne pouvons pas méconnaître qu'ils sont en guerre depuis trente et un ans et qu'ils sont des seigneurs de la guerre", in Castro Caycedo, op. cit., p. 190.

ressources, ni le soutien, ni les conditions internes nécessaires pour le mettre à exécution.

Pour reprendre le texte poétique cité en épigraphe, les paramilitaires créent une réalité qui "entre dans l'ordre de nos jours et il ne servirait à rien de prétendre nier leurs pouvoirs". Non dans le sens fataliste où il faudrait se plier au pouvoir qu'ils ont acquis, mais dans le sens réaliste qu'il ne suffit pas de le nier, de l'exécrer ou de le sous-estimer. Il faut commencer à le reconnaître pour ce qu'il est, si existe la volonté de l'affronter et d'éradiquer les causes qui ont permis aux paramilitaires d'acquérir cette puissance.

Problèmes d'Amérique latine, N° 34-Juillet-Septembre 1999